

## ADMINISTRATION

48, rue de la République

DRESSER LES MANDATS ET COMMUNICATIONS  
L'ADMINISTRATEUR

## ANNONCES

A LYON : AGENCE FOURNIER

Rue Comfert, 14

A PARIS : AGENCE HAVAS

Place de la Bourse, 3

## L'ECHO DE LYON

JOURNAL RÉPUBLICAIN INDÉPENDANT

## RÉDACTION

4, rue Paradis, 4

LES MANUSCRITS NON INSÉRÉS  
NE SONT PAS RENDUS

## ABONNEMENTS

RÉDACTION DE LYON  
3 mois, 5 fr.; 6 mois, 10 fr.; Un an, 18 fr.  
AUTRES DÉPARTEMENTS  
3 mois, 6 fr.; 6 mois, 12 fr.; Un an, 22 fr.

## LA DÉCLARATION MINISTÉRIELLE

## A l'Étranger

Sinon, la triple alliance au moins les trois alliés traversent décidément une période pénible. Les troubles de Berlin sont terminés, pour le moment, mais toute la presse allemande est insurgée contre les prétentions théocratiques d'un jeune souverain qui, heureusement, parle beaucoup plus qu'il n'agit. Il apparaît de plus en plus que l'Allemagne est gouvernée par un impulsif et un débile, qui serait mieux, pour le bonheur de son peuple et pour celui de l'Europe, pour sa santé aussi, sous la direction et aux soins des hommes de l'art, qu'à la tête d'un grand empire. On commence à s'inquiéter, à Vienne et à Rome, de ce déséquilibre, sur lequel on s'était efforcé jusqu'ici de fermer les yeux, mais qu'il faut bien se résoudre à reconnaître, et l'on se demande tout bas, dans les sphères officielles, s'il ne conviendrait pas de se préoccuper contre les éclats d'un coup de folie plus dangereux que les précédents. Ces appréhensions percent à travers la réserve que montrent les feuilles officielles d'Autriche et d'Italie dans l'examen des choses allemandes.

On écrit de Vienne au *Times* que « Guillaume II inspire partout à ses admirateurs des craintes très vives ; on regrette plus que jamais la direction du prince de Bismarck, dont la disparition a évidemment accru les forces du parti socialiste dans les deux empires du centre ». Regrets inutiles, puisque les relations ont été rompues de telle sorte entre l'empereur d'Allemagne et l'ex-chancelier, que ni l'un ni l'autre ne pourraient aujourd'hui, sans humiliation profonde, consentir à les reprendre. L'absence de toute force pondérée à la tête du gouvernement, le trouble jeté dans les esprits par des tentatives comme celle de la mainmise du clergé sur l'école, les émeutes successives en divers points de l'empire et jusque devant le palais impérial, autant de causes et d'indices d'une situation intérieure de moins en moins stable, autant de motifs de craintes pour le maintien de la paix européenne.

L'état des choses n'est pas meilleur en Autriche-Hongrie. Là, l'empereur est plus calme, plus posé, plus vraiment animé d'intentions droites et pacifiques ; François-Joseph, placé entre l'agité de Berlin et l'ambitieux de Rome, est un élément modérateur, qui acquiesce sur l'ensemble de la politique extérieure l'influence que les deux autres perdent. On doit le croire sincèrement pacifique ; c'est le gardien qui veille à ce que, au nord ou au sud, ses amis inconscients ou impatients ne jouent pas de trop près avec le feu. Mais il est aux prises, lui aussi, avec des difficultés intérieures qui risquent de paralyser en partie ses efforts. La Bohême réclame une autonomie égale à celle dont jouit la Hongrie, et la Hongrie commence à trouver insuffisante la dose d'indépendance que lui a donnée l'accord de 1867.

Les diverses nationalités qui composent cet arlequin territorial qui est l'empire de François-Joseph, fermentent, s'efforcent, menacent de se désagréger : une secousse suffirait pour dissocier ces éléments contenus et pour réduire Fran-

çois-Joseph au rôle de souverain sans état.

C'est encore une des raisons, la plus puissante, qui l'obligeraient à travailler au maintien de la paix s'il n'y était déjà tout naturellement disposé. Il y en a d'autres : l'Autriche-Hongrie aussi est rongée par le socialisme, qui, né de la misère, grandit nécessairement avec elle. Une enquête vient d'établir que la moitié des ouvriers de Vienne, dans tous les métiers, sont sans travail et que 10,000 sont actuellement sans pain. Quels dangers ne résultent pas d'une situation pareille ?

La misère n'est pas moins grande en Italie, et l'on sait que les désordres ont menacé la capitale au cours des dernières semaines. Les ouvriers, là-bas aussi, demandent du travail, et la détresse financière empêche de leur en donner. On ne construit plus de maisons, on ferme les usines, on suspend les travaux publics ; seuls les arsenaux, les fabriques d'armes, les chantiers de constructions de navires sont en pleine activité ; mais on n'y peut occuper tous les ouvriers, et d'ailleurs, ce n'est là qu'une activité ruineuse, tout le contraire de celle qui développe les ressources et augmente la prospérité d'un pays. La population entière ne peut pas vivre sur le budget de l'Etat. C'est cette situation redoutable qui favorise chez les gouvernants italiens les visées ambitieuses et qui constituent une des principales menaces, avec les excentricités de Guillaume II, pour la paix européenne.

Il est à craindre que le roi Humbert ne voie pas d'autre moyen que la guerre pour sortir avec quelque chance de succès de l'impasse où il s'est laissé conduire par le prince de Bismarck. Heureusement, plus le temps passe, plus ces chances favorables à la triple alliance diminuent, et l'on peut dire qu'aujourd'hui elles ne sont pas bien loin de disparaître tout à fait.

Ce qui arrive était depuis longtemps prédit. La folie des armements à outrance, que l'Europe doit à l'Allemagne, consomme la ruine de celle-ci et de ses alliés, tandis que la France est en position de soutenir presque indéfiniment les charges qui lui incombent. X.

## LA POLITIQUE

Il faut bien en parler, puisque tout le monde ne parle que de cela : le journal le *Jour* vient d'engager — au profit de M. Constans et contre M. de Freycinet — une campagne plus déplorable encore que violente : — et, comme entrée de jeu, nous en sommes déjà aux gros mots de « félonie et de manœuvres indignes », — cela promet pour la suite.

Cela promet surtout de l'agrement aux adversaires de la République et aux ennemis de la France. Je ne sais pas quel effet produisent à Paris ces explosions d'un dépit tellement exagéré que ses allégations en paraissent tout d'abord invraisemblables. Ce que je sais, c'est qu'en province, ce ne sont pas de telles façons d'accepter une retraite — même imméritée — qui produisent une bonne impression sur ceux qui regrettent de ne plus voir M. Constans aux affaires.

Le *Jour* — trop de gens vont le dire demain — ne s'avance pas ainsi sans l'assentiment tacite de celui dont il prend si

violamment la défense, — et vraiment M. Constans compromet, en autorisant de telles violences, une attitude qui n'était pas sans hauteur et une situation qui n'était pas sans inspirer à beaucoup de réelles sympathies.

D'autant mieux que le gros pétard lancé par le *Jour* sous ce titre « le Secret de la Crise » ne résiste pas une minute à un examen réfléchi. Prétendre que la crise ministérielle a été combinée par M. de Freycinet et par M. Carnot pour faire plaisir à Rochefort, c'est entrer dans le domaine de la fantaisie carnavalesque, que n'excuse pas le voisinage du mardi gras.

Parce que, au mois de mai dernier (il y a un an), un Français — un bon Français à coup sûr — aurait dit à Rochefort entre quatre yeux : « Voyons, vous vous disposez, à propos de l'affaire Turpin, à mettre en cause et le ministre de la guerre et l'armée et vous risquez ainsi de créer à la défense nationale de graves embarras. Faites donc passer votre patriotisme de Français avant votre haine de proscrit. » Ce serait sur la foi de cette anecdote, — peut-être vraie, peut-être fautive, je n'en sais rien — qu'on échafauderait un roman terminé, un an plus tard, par le martyre de M. Constans, livré aux rançunes de Rochefort ! — je le répète, c'est insensé — et ceux qui entreprennent ce feuilleton et le commentent en excitant l'armée à la défiance et au mépris du ministre de la guerre : ceux-là sont bien légers, sinon bien inconscients.

M. Constans disant — même avec rudesse : « J'ai rendu d'immenses services, j'en suis fier — qu'on échafauderait un roman terminé, un an plus tard, par le martyre de M. Constans, livré aux rançunes de Rochefort ! — je le répète, c'est insensé — et ceux qui entreprennent ce

feuilleton et le commentent en excitant l'armée à la défiance et au mépris du ministre de la guerre : ceux-là sont bien légers, sinon bien inconscients. M. Constans disant — même avec rudesse : « J'ai rendu d'immenses services, j'en suis fier — qu'on échafauderait un roman terminé, un an plus tard, par le martyre de M. Constans, livré aux rançunes de Rochefort ! — je le répète, c'est insensé — et ceux qui entreprennent ce

feuilleton et le commentent en excitant l'armée à la défiance et au mépris du ministre de la guerre : ceux-là sont bien légers, sinon bien inconscients.

## DÉPÊCHES

PAR SERVICE SPECIAL

## M. Carnot et la chute de M. Constans

Paris, 3 mars.

Extrait d'un article du *Gil Blas*, sur les péripéties de la dernière crise ministérielle et l'attitude prise dans cette circonstance par M. Carnot.

Si M. Constans a sa police, M. Carnot a la sienne. Il sait que le ministre de l'intérieur, installé place Beauvau, dans la maison d'en face, cherche à lui faire échec. Après avoir combattu successivement tous les hommes politiques chargés de former un nouveau cabinet, après avoir empêché bien des adhésions, il s'efforce de jeter le trouble parmi les membres nouveaux du ministère nouvellement constitué.

Alors M. Carnot, désireux de raffermir les courages, prend une grande résolution : il appelle auprès de lui M. Jules Roche, M. Viette et M. Ricard.

— Je connais, messieurs, leur dit-il en substance, la pression que M. Constans s'est efforcé d'exercer sur vos déterminations. Et je vous sais gré d'avoir passé outre, de m'avoir donné votre concours envers et contre tous. Mais, comme je veux

qu'il ne reste aucun doute dans votre esprit, je vais vous livrer le secret de mon attitude à l'égard de M. Constans.

« On a dit que je m'étais opposé au maintien aux affaires de M. Constans, que j'avais posé pour condition, à tous ceux que j'avais appelés, d'écarter M. Constans de la combinaison nouvelle. Rien n'est plus faux.

« La preuve, je vous la donnerai en vous rappelant que j'ai insisté auprès de M. de Freycinet pour que le cabinet dont il était le chef et qui venait de démissionner revint sur sa détermination et conservât le pouvoir sans qu'aucun membre en fût exclu... Je vous la fournirai également en vous rappelant que M. Rouvier fut invité par moi à former un ministère dans lequel, je le savais bien, il ne manquerait pas de faire une place à M. Constans.

« M. de Freycinet et M. Rouvier ayant décliné mes offres, j'appelai M. Bourgeois, à qui je ne fis aucune recommandation en ce qui concernait M. Constans.

« Je n'ai donc — je crois vous avoir convaincu — entré en aucune manière le maintien de M. Constans au ministère de l'intérieur. Il le sait bien.

« Mais ce qu'il ne me pardonnera jamais, ni lui ni ses amis, c'est de ne lui avoir confié le soin de former le nouveau cabinet. Eh bien ! cela, messieurs, était impossible. Évident que de m'y résoudre, j'aurais présumé expliquer devant le pays par un message, démissionner même. Et j'éprouve d'autant plus d'aise à parler ainsi devant vous, que je m'exprime devant un ancien collègue de M. Constans, devant M. Jules Roche.

« M. Jules Roche peut vous dire qu'à plusieurs reprises, tous les membres du cabinet qui vient de tomber, ont invité M. Constans à poursuivre l'*Intéressant* et que le matin même du jour où M. Laur monta à la tribune, M. Constans fut sommé de prendre cette détermination... »

Avant ainsi expliqué son attitude à l'égard de M. Constans, le président congédia MM. Jules Roche, Viette et Ricard.

Nous garantissons l'exactitude des renseignements que nous venons de publier. Si M. Carnot n'a pas prononcé *textuellement* les paroles ci-dessus reproduites, il n'en a pas moins parlé dans le sens que nous avons indiqué... et nous renverrons à M. Jules Roche tous ceux qui pourront être tentés de démentir cet article.

## CHAMBRE

## AVANT LA SÉANCE

Paris, 3 mars.

Les couloirs sont des plus animés, mais les conversations manquent d'intérêt, toutes roulant sur la Déclaration qu'on ne connaît pas.

On n'annonce aucune interpellation, mais il n'est pas douteux qu'un incident sera soulevé tout au moins sur la question religieuse.

La droite constitutionnelle, réunie avant la séance, s'est constituée officiellement en groupe, dont M. de Frescheville a été nommé président. Le groupe a décidé, en principe, de ne voter contre le cabinet que si les termes de la Déclaration ministérielle l'obligeaient à lui refuser son concours.

## LA SÉANCE

Paris, 3 mars.

La séance est ouverte à deux heures, sous la présidence de M. Floquet.

Toutes les tribunes sont absolument comblées. Au banc des ministres, MM. Loubet, de Freycinet, Ribot, Bourgeois et Jules Roche.

La Chambre est au grand complet. Le procès-verbal est lu et adopté.

M. Loubet, président du conseil, monte à la tribune au milieu d'un profond silence et lit d'une voix ferme la déclaration suivante :

## LA DÉCLARATION MINISTÉRIELLE

Messieurs,

Le cabinet qui se présente devant vous ne se dissimule pas les difficultés de sa tâche. Pour la remplir, votre confiance lui est nécessaire. Il veut, par la netteté de ses déclarations, vous permettre dès la première heure de lui dire s'il peut y compter.

## Les Lois militaire et scolaire

Notre politique aura pour premier objet la défense de toutes les lois républicaines. Au premier rang de ces lois, nous plaçons la loi militaire, loi de patriotisme et d'égalité, et la loi scolaire, source de tous les développements de l'esprit national et garantie fondamentale de la liberté de conscience. Nous en poursuivons la ferme application.

## Les Fonctionnaires

Nous demanderons aux fonctionnaires et à tous ceux qui détiennent une part de la puissance publique, d'être non seulement de fidèles observateurs du devoir professionnel, mais des serviteurs sincères de l'Etat républicain.

## L'Eglise et l'Etat

Les rapports de l'Etat et de l'Eglise ont donné lieu à des incidents et à des débats où la complexité des questions posées n'a pas permis peut-être de faire une lumière suffisante.

Voici les principes qui nous guideront sur ce point :

Nous ne croyons pas avoir le mandat de préparer la séparation des églises et de l'Etat ; il n'y a pas dans la Chambre, et nous ne pensons pas qu'il y ait dans le pays, une majorité pour l'accomplir. Notre devoir est donc de maintenir avec fermeté la législation concordataire. Nous l'appliquerons dans son véritable esprit.

Le concordat assure aux ministres des cultes une situation et des droits particuliers, mais en revanche, à quelque degré de la hiérarchie qu'ils appartiennent, leur impose des obligations rigoureuses. Non seulement ils doivent, comme tous les citoyens, obéissance aux lois nationales, mais il leur est imposé en outre de se renfermer dans les fonctions de leur ministère et de se tenir absolument à l'écart des discussions et des luttes des partis.

Nous n'hésiterons pas à exiger de tous le respect de ces obligations. Nous croyons avoir en mains les pouvoirs suffisants pour y parvenir.

S'il en était autrement, c'est au Parlement que nous demanderions les moyens d'action nécessaires pour résoudre les difficultés sur lesquelles il appartient à la représentation nationale de se prononcer souverainement.

## L'Œuvre de la Chambre

Mais notre tâche ne doit pas se borner à conserver le patrimoine des lois votées et des réformes accomplies. Vous avez, depuis le commencement de la législature, réalisé des progrès que personne ne saurait contester. Vous avez mené à bien une œuvre importante et difficile en l'honneur à la France un régime économique qui assure une plus efficace protection de l'agriculture et de l'indus-

trie et la liberté des tarifs que seul le Parlement peut modifier.

Vous êtes saisis des projets concernant l'amélioration du sort des travailleurs. Nous vous demanderons de discuter notamment ceux qui concernent la réglementation du travail des enfants, des filles mineures et des femmes dans les établissements industriels ; le droit à l'indemnité due aux ouvriers victimes d'un accident dans leur travail ; l'arbitrage dans les différends entre ouvriers et patrons ; la loi sur l'hygiène et la sécurité des ateliers ; les caisses d'épargne ; la création d'une caisse nationale de retraites ouvrières ; la réforme du régime des boissons.

## Les Partis Politiques

Messieurs, la volonté nationale donne une telle force à la République que ses adversaires semblent aujourd'hui résignés à l'accepter. Nous nous réjouissons du mouvement qui, en dehors des calculs intéressés des partis, porte vers elle les masses du suffrage universel et nous nous efforcerons, par un large esprit de sagesse et de tolérance, de donner chaque jour davantage ce sentiment que la République est pour tous une garantie de sécurité et de liberté.

Mais les évolutions des partis politiques ne sauraient nous faire abandonner aucun de nos principes.

Pour nous, la République n'est pas seulement une forme de gouvernement, elle représente l'ensemble des institutions nées de la Révolution Française ; elle a pour condition d'existence la souveraineté du suffrage universel, toujours plus libre et plus éclairé, et l'indépendance absolue de la société civile ; elle a pour but la répartition de plus en plus équitable des charges et des avantages communs, l'élévation progressive de tous à un degré croissant de bien-être matériel et moral.

## Appel à l'union des républicains

Messieurs, ce n'est pas seulement pour le parti républicain que nous voulons gouverner, c'est pour le pays tout entier ; mais c'est avec le parti républicain et par lui que nous comptons réaliser ces idées qui forment son patrimoine traditionnel. Nous demandons donc à tous les républicains de s'unir à nous pour cette œuvre ; leurs divisions en compromettraient le développement ; leur union en assurera le triomphe et fondera définitivement la paix dans la République et la grandeur de la France dans le monde.

## L'INTERPELLATION RIVET

M. le président annonce qu'il a reçu une demande d'interpellation sur la politique générale du gouvernement, signée de M. Gustave Rivet.

## DISCOURS DE M. RIVET

M. Gustave Rivet dit qu'il est nécessaire d'avoir du gouvernement quelques explications supplémentaires sur le point qui a amené la crise. Le dernier gouvernement est tombé parce qu'il paraissait nourrir des illusions que ne partageait pas la grande majorité du parti républicain. Le gouvernement semblait vouloir réconcilier la République et l'Eglise.

Le gouvernement a-t-il les mains libres pour mener ses attaques ? Y a-t-il eu des négociations avec le Saint-Siège au sujet de l'encyclique ?

## Il attendit.

La charrette arriva bientôt au tournant de la route.

C'était un véhicule fort délabré, pouvant à la rigueur contenir trois personnes, ce qu'on appelle dans le pays une kibitka.

Ordinairement, la kibitka est attelée de trois chevaux, mais celle-ci n'était traitée que par un seul cheval à long poil, à longue queue, et auquel son sang mongol assurait vigueur et courage.

Un jeune homme la conduisait, ayant un chien près de lui.

Nadia reconnut que ce jeune homme était Russe. Il avait une figure douce et flegmatique qui inspirait la confiance. D'ailleurs, il ne paraissait pas pressé le moins du monde. Il marchait d'un pas tranquille, pour ne pas surmener son cheval, et, à le voir, on n'eût jamais cru qu'il suivait une route que les Tartares pouvaient couper d'un moment à l'autre.

Nadia, tenant Michel Strogoff par la main, s'était rangée de côté. La kibitka s'arrêta, et le conducteur regarda la jeune fille en souriant.

— Et où donc allez-vous comme cela ? lui demanda-t-il en faisant de bons yeux tout ronds.

Au son de cette voix, Michel Strogoff se dit qu'il l'avait entendue quelque part. Et, sans doute, elle suffit à lui faire reconnaître le conducteur de la

Lire la suite à la 2<sup>e</sup> page.

Feuilleton de l'ECHO DE LYON

4 Mars

46

## MICHEL STROGOFF

Par JULES VERNE

## DE MOSCOU A IRKOUTSK

## DEUXIÈME PARTIE

Les paupières de l'aveugle, rougies par la larme incandescente, recouvraient à demi ses yeux, absolument secs. La sclérotique en était légèrement plissée et comme raccornie, la pupille singulièrement agrandie ; l'iris semblait d'un bleu plus foncé qu'il n'était auparavant ; les cils et les sourcils étaient en partie brûlés ; mais, en apparence du moins, le regard si pénétrant du jeune homme ne semblait avoir subi aucun changement. S'il n'y voyait plus, si sa cécité était complète, c'est que la sensibilité de la rétine et du nerf optique avait été radicalement détruite par l'ardente chaleur de l'acier.

En ce moment, Michel Strogoff étendit les mains.

— Tu es là, Nadia ? demanda-t-il.  
— Oui, répondit la jeune fille, je suis près de toi et je ne te quitterai plus, Michel.

A son nom, prononcé par Nadia pour la première fois, Michel Strogoff tressaillit. Il comprit que sa compagne savait tout, ce qu'il était, quels liens l'unissaient à la vieille Marfa.

— Nadia, reprit-il, il va falloir nous séparer !  
— Non ! séparer ? Pourquoi cela, Michel ?

— Je ne veux pas être un obstacle à ton voyage ! Ton père t'attend à Irkoutsk. Il faut que tu rejoignes ton père.  
— Mon père me maudirait, Michel, si je t'abandonnais, après ce que tu as fait pour moi.

— Nadia ! Nadia ! répondit Michel Strogoff, en pressant la main que la jeune fille avait posée sur la sienne, tu ne dois penser qu'à ton père.

— Michel, s'écria Nadia, tu as plus besoin de moi que mon père ! Dois-tu renoncer à aller à Irkoutsk ?

— Jamais ! s'écria Michel Strogoff d'un ton qui montrait qu'il n'avait rien perdu de son énergie.

— Cependant, tu n'as plus cette lettre !...

— Cette lettre qu'Ivan Ogareff m'a volée !... Eh bien ! j'en aurai m'en passer, Nadia ! Ils m'ont traité comme un espion ! J'agirai comme un espion ! J'irai dire à Irkoutsk tout ce que j'ai vu, tout ce que j'ai entendu, et j'en jure par le Dieu vivant ! Je traite me retrouvera un jour face à face ! Mais il faut que j'arrive avant lui à Irkoutsk.

— Et tu parles de nous séparer, Michel ?  
— Nadia, les misérables m'ont tout pris !

— Il me reste quelques roubles, et mes yeux ! Je puis y voir pour toi, Michel, et te conduire là où tu ne peux plus aller seul !

— Et comment irons-nous ?

— A pied.

— Et comment vivrons-nous ?

— En mendiant.

— Partons, Nadia !

— Viens, Michel.

Les deux jeunes gens ne se donnaient plus le nom de frère et de sœur. Dans leur misère commune, ils se sentaient plus étroitement unis encore l'un à l'autre. Tous deux quittèrent la maison, après avoir pris une heure de repos. Nadia, courant les rues de la bourgade, s'était procuré quelques morceaux de « tchorne-khlebe », sorte de pain fait avec de l'orge, et un peu de cet hydromel connu sous le nom de « méod » en Russie. Cela ne lui avait rien coûté, car elle avait commencé son métier de mendiant.

Ce pain et cet hydromel avaient, tant bien que mal, apaisé la faim et la soif de Michel Strogoff. Nadia lui avait réservé la plus grande portion de cette insuffisante nourriture. Il mangeait les morceaux de pain que sa compagne lui présentait l'un après l'autre. Il buvait à la gourde qu'elle portait à ses lèvres.

— Manges-tu, Nadia ? lui demanda-t-il à plusieurs reprises.

— Oui, Michel, répondit toujours la jeune fille, qui se contentait des restes de son compagnon.

Michel et Nadia quittèrent Sémilowskoé et reprirent cette pénible route d'Irkoutsk. La jeune fille résistait énergiquement à la fatigue. Si Michel Strogoff l'eût vue, peut-être n'aurait-il pas eu le courage d'aller plus loin. Mais Nadia ne se plaignait pas, et Michel Strogoff, n'entendant pas un soupir, marchait avec une hâte qu'il n'était pas maître de ralentir.

Et pourquoi ? Pourquoi il donc espérer de devancer encore les Tartares ? Il était à pied, sans argent, il était aveugle, et si Nadia, son seul guide, venait à lui manquer, il n'aurait plus qu'à se coucher sur un des côtés de la route et à y mourir misérablement ! Mais enfin, si, à force d'énergie, il arrivait à Krasnarsk, tout n'était peut-être pas perdu, puis, le gouverneur, auquel il se ferait connaître, n'hésiterait pas à lui donner les moyens d'atteindre Irkoutsk.

Michel Strogoff allait donc, parlant peu, absorbé dans ses pensées. Il tenait la main de Nadia. Tous deux étaient en communication incessante. Il leur semblait qu'ils n'avaient plus besoin de la parole pour échanger leurs pensées. De temps en temps, Michel Strogoff disait :

— Parle-moi, Nadia.

— A quel hon, Michel ? Nous pensons ensemble !, répondait la jeune fille, et elle faisait en sorte que sa voix ne décelât aucune fatigue.

Mais quelquefois, comme si son cœur eût cessé de battre un instant, ses jambes fléchissaient, son pas se ralentissait, son bras se tendait, elle restait en arrière. Michel Strogoff s'arrêtait alors, il fixait ses yeux sur la pauvre fille, comme s'il eût essayé de l'apercevoir à

travers cette ombre qu'il portait en lui. Sa poitrine se gonflait ; puis, soutenant plus vivement sa compagne, il reprenait sa marche en avant.

Cependant, au milieu de toutes ces misères sans trêve ce jour-là, une circonstance heureuse allait se produire, qui devait leur épargner bien des fatigues à tous les deux.

Ils avaient quitté Sémilowskoé depuis deux heures environ, lorsque Michel Strogoff s'arrêta.

— La route est déserte ? demanda-t-il.

— Absolument déserte, répondit Nadia.

— Est-ce que tu n'entends pas quelque bruit en arrière ?

— En effet.

— Si ce sont des Tartares, il faut nous cacher. Regarde bien.

Attends, Michel, répondit Nadia, en remuant le chemin, qui se conduisait à quelques pas sur la droite.

Michel Strogoff resta un instant seul, tendant l'oreille.

Nadia revint presque aussitôt et dit :

— C'est une charrette. Un jeune la conduit.

— Il est seul ?

— Seul.

Michel Strogoff hésita un instant. Devait-il se cacher ? Devait-il, au contraire, tenter la chance de trouver place dans ce véhicule, sinon pour lui, du moins pour elle ? Lui, il se contenterait de s'appuyer d'une main à la charrette, il la pousserait au besoin, car ses jambes n'étaient pas près de lui manquer, mais il sentait bien que Nadia, traînée à pied depuis le passage de l'Obi, c'est-à-dire depuis plus de huit jours, était à bout de forces.



## RÉPONSE DE M. RIBOT

M. Ribot, ministre des affaires étrangères, répond que le gouvernement n'a eu aucune négociation avec le pape au sujet de l'encyclique. Nous n'avons pas négocié à ce sujet, nous n'avons en aucune façon sollicité l'encyclique dernière, nous ne l'avons connue que par sa publication.

Les négociations que le gouvernement entretenait avec le Saint-Siège, ne résultent que du Concordat. Le gouvernement n'a fait qu'appeler l'attention du Saint-Siège sur des faits dont nous ne pouvions méconnaître la gravité, en particulier sur la publication des catéchismes électoraux.

D'autre part, en présence de la campagne imprudente d'une partie de l'épiscopat, le gouvernement a pensé qu'il était de son devoir d'appeler sur ce point l'attention du Saint-Siège.

M. Pichon. — Alors, les lois actuelles ne vous suffisaient donc pas ?

M. Ribot. — Les instructions données à l'ambassadeur visaient cette question et celle des additions faites au catéchisme. Ces instructions n'étaient pas destinées à la publicité.

M. de Cassagnac. — Nous nous en doutons.

M. le ministre des affaires étrangères donne lecture de ces instructions datées du 17 décembre 1891. Elles constatent que l'attitude de l'épiscopat a retardé la pacification recommandée par le Saint-Siège. Elles ajoutent que cette attitude a été déterminée par la pression des partis hostiles au gouvernement.

Cette dépêche, continue M. Ribot, a été soumise au Saint-Père, qui nous a fait savoir qu'il s'efforcera d'éviter de tels conflits. Elle n'était pas faite pour la publicité, mais dans un pays parlementaire, il m'eût paru que le gouvernement est tenu de démontrer qu'elle a été la conduite qu'il a suivie et le langage qu'il a tenu.

Votre au centre. — Pourquoi ne pas l'avoir fait connaître plus tôt ?

M. Ribot. — Sur ce point, le cabinet actuel accepte complètement la solidarité avec le cabinet précédent. (Bruit à gauche.) Mais il ne faut pas qu'il y ait sur ce point une équivoque. Il faut que la Chambre exprime catégoriquement son sentiment sur l'attitude prise par le gouvernement. (Applaudissements au centre.)

## DISCOURS DE M. BARTHOU

M. Barthou revient sur la déclaration du président du conseil. Il sait que de telles déclarations ne valent que par les faits et les actes. Il jugera par ces faits et ces actes le cabinet nouveau, si on peut appliquer ce mot à de vieilles connaissances.

Il y a pourtant des questions qu'il faut préciser. Le cabinet précédent a-t-il renversé par le projet de loi sur les associations. Que pense le gouvernement de ce projet ?

Il le retire-t-il ?

Sur le point particulier traité par M. Ribot, au nom du cabinet précédent comme au nom du cabinet actuel, M. Barthou déclare qu'il a sous les yeux un catéchisme électoral publié en 1889 pendant la période électorale.

Votre à droite. — C'est de l'histoire ancienne !

M. Barthou. — C'est de l'histoire qu'a faite M. Ribot.

Le pape a fait de l'auteur de ce catéchisme son camériste secret. (Très bien ! à gauche.) L'orateur continue. Il soutient que la question constitutionnelle est engagée par le silence gardé dans la précédente discussion par M. Ribot, qui avait alors à faire connaître les dépêches qu'il a lues. Pourquoi n'avoir pas publié alors un livre jaune. (Bruit au centre.)

M. Barthou s'étonne, après le renversement du cabinet précédent, de revoir les mêmes doctrines et les mêmes hommes. Alors, pourquoi une crise ministérielle ? (Applaudissements ironiques au centre.)

## RÉPONSE DE M. LOUBET

M. Loubet répond que la politique du cabinet était celle du cabinet précédent, et qu'il n'y avait rien de changé. La question posée le 13 février n'était pas si simple que le croit M. Barthou, mais les votes successifs émis par la Chambre l'avaient nettement résolue. (Applaudissements.)

Avant de former le nouveau cabinet, celui qui était chargé de cette formation a tenu à rendre compte de ce qu'il avait déterminé la chute du précédent. On avait reproché à celui-ci ses relations avec le Saint-Siège. L'orateur et ses collègues ont pensé qu'elles ne constituaient qu'un devoir strict tant que le Concordat existe. (Applaudissements.)

C'est la doctrine dont s'est inspirée la dépêche lue à la tribune. Le président du conseil en accepte absolument la responsabilité comme s'il l'avait signée lui-même. (Très bien au centre.)

M. Loubet termine en faisant remarquer qu'il n'avait pas à s'expliquer sur un projet de loi soumis à la Chambre qui a nommé une commission pour l'examiner. Le gouvernement ne l'a pas retiré. Il est à la disposition de la commission et de la Chambre pour le discuter. (Applaudissements au centre et sur divers bancs à gauche.)

## DECLARATION DE M. PELLETAN

M. Camille Pelletan demande à expliquer son vote. L'orateur constate que c'est à tort qu'on a cru à une crise laborieuse. Il

paraît qu'il n'y a pas eu de crise, c'est le même cabinet qui se représente devant la Chambre ; mais il y a un langage différent par rapport aux négociations intervenues avec le Saint-Siège. Selon M. de Freycinet, elles avaient pour but de séparer l'Eglise des anciens partis monarchiques.

M. Ribot. — Mais non !

M. Camille Pelletan s'efforce de mettre en contradiction, à cet égard, les déclarations de M. de Freycinet du 13 février, avec celles de M. Ribot. Il demande qu'on fasse connaître à la Chambre les négociations poursuivies avec le Saint-Siège.

M. Ribot. — Il n'y en a pas !

M. Pelletan. — Votre dépêche était un soliloque alors ?

M. Ribot. — Nous n'avons jamais parlé au Saint-Siège de l'encyclique, ni de la lettre du cardinal Rampolla, ni des partis politiques.

M. Pelletan. — Je ne suis pas plus éclairé qu'avant.

M. Ribot. — Si vous ne l'êtes pas, dites que vous ne voulez pas l'être ! (Très bien au centre.)

M. Pelletan insiste pour la publication d'un livre jaune, que le ministre avait promis.

M. Ribot. — Jamais ! J'ai dit seulement qu'on pouvait m'interroger.

M. Loubet répond à M. Pelletan : J'affirme que les questions de personne n'ont été pour rien dans la crise ministérielle.

La clôture est prononcée.

## L'ordre du jour Rivet

M. Rivet dépose l'ordre du jour suivant :

« La Chambre, approuvant les déclarations du gouvernement, et convaincue qu'il ne permettra à aucun pouvoir étranger d'intervenir dans les affaires intérieures du pays, passe à l'ordre du jour. »

M. le président du conseil. — Le gouvernement accepte cet ordre du jour. (Exclamations à droite.)

La division est demandée par M. Pichon.

Il est procédé au scrutin sur la première partie : « La Chambre approuvant les déclarations du gouvernement. »

## LE VOTE

Par 341 voix contre 91, la première partie est adoptée.

M. Loubet s'explique sur la deuxième partie de l'ordre du jour qu'il a acceptée.

Le gouvernement, comme tous les gouvernements qui l'ont précédé, fera toujours respecter la liberté et les lois du pays. (Approbation.)

Cette déclaration ne peut offenser ni blesser qui que ce soit.

M. Rivet retire la deuxième partie de son ordre du jour. (Exclamations.)

M. Letellier la reprend.

M. de Douville-Maillefeu proteste. Il est impossible que personne, à droite comme à gauche, puisse admettre qu'un pouvoir étranger peut intervenir dans les affaires du pays. Il n'y a donc pas lieu à voter.

M. Letellier n'insiste pas.

L'ordre du jour reste donc avec la première partie seulement.

M. le président annonce que M. Viette a donné sa démission de vice-président de la Chambre.

La suite de l'ordre du jour est renvoyée à samedi, la séance est levée à 4 heures.

## APRÈS LA SÉANCE

L'ordre du jour Rivet a été voté exactement par 325 voix contre 75.

La majorité comprend 280 républicains, 20 droitiers, 25 anciens boulangistes.

91 républicains, dont 20 radicaux, se sont abstenus.

Voici les votes des députés de la région :

Rhône : MM. Million, Aynard, Bérard, Guichard, Guillaumou, ont voté pour ; les autres se sont abstenus.

Ain : Tous les députés ont voté pour.

Côte-d'Or : Tous les députés ont voté pour.

Drôme : M. Maurice Faure a voté contre, les autres ont voté pour.

Isère : M. Bovier-Lapierre était absent, M. Jouffray s'est abstenu, les autres ont voté pour.

Loire : M. Girodet, M. Neyrand et M. Souhet se sont abstenus ; les autres ont voté pour.

Saône-et-Loire : M. Boyssot s'est abstenu, M. Schneider a voté contre, les autres ont voté pour.

Savoie : Tous les députés ont voté pour.

La sortie des députés s'est effectuée dans de tout autres conditions que leur entrée ; ils ont quitté le Palais-Bourbon en ne dissimulant pas l'espèce de soulagement qu'ils éprouvaient de se voir débarrassés de l'obsession d'une nouvelle crise.

Une partie seulement des radicaux faisait encore des réserves. Il n'a pas échappé à la Chambre que leurs chefs, qui se préparaient à intervenir, n'en ont pu trouver l'occasion, tellement le terrain leur a manqué après la lecture des instructions de M. Ribot et les déclarations si nettes de M. Loubet.

Du côté droit, on annonce qu'on est heureux de savoir avec netteté qu'il est à la tête du gouvernement et à qui on pourra avoir à parler.

La séance a pris, contre l'attente de beaucoup, une tournure telle que les boulangistes n'ont pu placer la déclaration qu'ils tenaient en réserve.

Quant au nouveau groupe de la droite constitutionnelle, un certain nombre de ses adhérents regrettaient que la question de la loi scolaire leur ait imposé l'obligation de s'abstenir ; ils déclarent que ce ministère a leurs sympathies.

La majorité républicaine a accueilli avec un froidure non dissimulée la lecture de la déclaration. Elle a commencé à se dégrader lorsque M. Ribot lui a donné communication des instructions qu'il avait adressées à notre ambassadeur. Elle a témoigné sa satisfaction par les applaudissements les plus chaleureux, quand elle a entendu la parole nette et sincère du président du conseil.

## SÉNAT

Paris, 3 mars.

La séance est ouverte à deux heures, sous la présidence de M. Le Royer.

Plusieurs rapports sont déposés.

La déclaration ministérielle

M. Ricard, ministre de la justice et des cultes, donne lecture de la déclaration ministérielle.

La déclaration est accueillie au Sénat par des applaudissements sur plusieurs bancs et avec réserve sur d'autres.

M. de Lareinty, demande pourquoi, dans la déclaration, il est dit, à propos de la séparation de l'Eglise et de l'Etat, qu'il n'y a pas, dans la Chambre, une majorité pour l'accomplir.

Le ministre de la justice répond que c'est par erreur qu'il a lu « la Chambre », le texte disant : « les Chambres ».

M. de Lareinty se déclare satisfait.

Le Sénat valide l'élection de M. Bisseuil, sénateur de la Charente-Inférieure, puis il adopte un crédit de 985,000 francs pour l'exécution des travaux dans les établissements civils et les palais nationaux.

Il s'ajourne ensuite à lundi.

La séance est levée à 3 heures 20.

Autour du Parlement

Paris, 3 mars.

## La Droite constitutionnelle

La droite constitutionnelle a adopté à l'unanimité le programme suivant :

« Les députés présents, respectueux du suffrage universel, poursuivent la formation d'un parti conservateur dans la République ; continueront de lutter pour la défense des idées libérales, ainsi que pour la paix sociale et religieuse ; ils réclameront les réformes démocratiques de nature à améliorer le sort des travailleurs. »

L'Union républicaine du Sénat

Le groupe de l'Union républicaine du Sénat s'est réuni aujourd'hui pour procéder au renouvellement de son bureau.

Ont été élus : Président, M. Tolain, en remplacement de M. Demôle ; vice-présidents, MM. Dusolier et Chalamey ; secrétaire, M. Morellet ; questeur, M. Scheurer-Kestner.

Informations Politiques

## UN DUEL

Alger, 3 mars.

A la suite d'une polémique de presse, une rencontre a eu lieu à Batna, entre M. Blanc, rédacteur en chef du journal l'Aurès, et M. Saint-Germain, maire de Batna. M. Blanc a été blessé à la joue droite.

L'EGYPTE ET LES PUISSANCES

Londres, 3 mars.

Le correspondant du Times au Caire dit que peu après l'avènement d'Abbas Pacha, lord Salisbury ayant envoyé à Evelyn-Baring une lettre qui l'accreditait auprès du nouveau khédive, et l'exemple ayant été suivi par la France et l'Italie, le bruit court

que tous les autres Etats européens accrédi-teront à nouveau leur représentant au Caire.

LE « PÈRE PEINARD » EN COUR D'ASSISES

Paris, 3 mars.

La cour d'assises vient de condamner à six mois de prison, pour excitation à l'insubordination militaire, l'anarchiste Panguex, gérant du Père Peinard.

Il était défendu par Me Poutin.

Ajoutons que Panguex est également compris dans la poursuite dirigée pour vol de dynamite à Soisy-sous-Etiolles. Un mandat d'arrêt a été décerné contre lui ce matin.

UNE MAUVAISE PLAISANTERIE

Paris, 3 mars.

Ce matin, le sieur Marchand, dessinateur, passait rue Monsieur, devant l'hôtel de la comtesse du Theil, quand il aperçut une boîte en fer-blanc, assez semblable à une boîte de sardines, qui était déposée contre la façade de l'hôtel. Il allait la pousser du pied ; subitement, le souvenir de l'affaire de l'hôtel de Sagan traversa son esprit, il regarda l'engin avec précaution et aperçut un petit tube qui sortait de l'une des faces.

A ce moment un gardien de la paix vint à passer. Tous deux examinèrent de nouveau la boîte suspecte et s'étant convaincus de son caractère dangereux, la portèrent au commissariat de police, avenue de Breteuil. De là elle a été envoyée à la préfecture de police où elle sera soumise à l'analyse.

Cette nouvelle s'est répandue très vite dans les quartiers des Invalides et du Palais-Bourbon et y a produit une vive émotion.

Le prince de Léon, député du Morbihan, dont l'hôtel est contigu à celui de la comtesse du Theil, a reçu plusieurs lettres de menaces.

La boîte déposée près de l'hôtel du Theil est une simple plaisanterie. Cette boîte ne contenait que du charbon pilé.

ENCORE UN ENGIN EXPLOSIBLE

Paris, 3 mars.

Il a été déposé par des inconnus, près de la gendarmerie de Saint-Ouen, une boîte munie d'une mèche qu'ils ont allumée, puis ils ont pris la fuite.

Heureusement la mèche s'est éteinte. De l'examen de la boîte, il résulte qu'elle contenait des tubes remplis de nitro-naphtaline et de nitrate d'ammoniaque. Si la mèche avait brûlé, l'explosion eût été terrible.

La suppression des octrois

La suppression des octrois est à l'ordre du jour.

Dans une conférence à la société d'économie politique, M. Léon Say s'est déclaré absolument partisan de cette suppression.

M. Léon Say, dans son discours de l'hôtel Continental, a dit qu'on devait abolir au plus tôt les octrois comme contre-poids au nouveau tarif des douanes. Ainsi, protectionnistes et libres-échangistes sont d'accord sur ce point.

L'Etat de la Question

Un de nos confrères parisiens a vu M. Guillemet, rapporteur de la commission de suppression des octrois, et lui a demandé où en était cette question, intéressante pour les producteurs comme pour les consommateurs. Voici le compte rendu de cette conversation :

— Mon rapport est prêt, nous dit le député de la Vendée. Je l'aurais déposé bien plus tôt si je n'avais été chargé, au même moment, de celui de la censure. Je vais demander quelques séances à la commission pour en donner lecture et je le déposerai aussitôt après. La commission me priera certainement de demander l'urgence.

— Votre proposition trouvera-t-elle une majorité à la Chambre ?

— Sans aucun doute. La Gauche radicale a toujours demandé la suppression et voilà le centre emballé à son tour ! M. Méline charge contre les vieilles barrières qui empêchent la libre circulation des denrées dans un même pays. Quant à la Droite, elle sera également avec nous, si j'en juge par ceux de ses membres qui font partie de la commission.

La grosse difficulté

— Vos appréciations nous semblent assez fondées ; mais là n'est point peut-être la

grosse difficulté. Vous entendrez-vous sur les taxes de remplacement ?

— Si nous demandions la suppression radicale, les partisans mêmes de la réforme se diviseraient certainement. Mais notre projet est modeste ; nous reprenons à peu près le projet Yves Guyot, qui ne diffère du nôtre que sur un point : au lieu d'exposer les contribuables aux fantaisies des conseillers municipaux parfois peu éclairés, nous désignons la matière impossible et donnons la nomenclature des taxes régulières qui seront permises.

— N'avez-vous pas proposé vous-même la suppression radicale ?

— C'est vrai, et je crois mon système bon, mais on voulait aller vite ; la commission a pensé que le meilleur moyen d'obtenir l'urgence était de reprendre le projet voté déjà en première délibération par la dernière Chambre. Je me suis rallié à la majorité et j'ai accepté de rédiger le rapport ayant surtout pour but d'arriver à un résultat pratique, dans le plus bref délai possible.

Bon espoir

— Nous réussissons donc, ajoute le député de la Vendée, j'en suis persuadé ; et si l'ordre du jour permet de discuter en temps utile, les octrois auront vain. Car soyez bien convaincu que sous la pression de l'opinion publique, toutes les municipalités arriveront peu à peu à abolir leurs octrois ; c'est une affaire de temps, de quelques années seulement.

LES OBSEQUES DU GENERAL BORDONE

Les obsèques du général Bordone, qui fit partie de l'expédition des Mille et qui fut chef d'état-major de l'armée des Vosges, ont eu lieu hier à 3 heures et demie.

Le deuil était conduit par M. Hippolyte Bordone, fils du général.

Deux cents personnes environ étaient présentes, parmi lesquelles MM. Ranc, Hugot et Dide, sénateurs ; Salis, député ; Maurel, ancien député ; Gaillard, conseiller général de l'Isère ; Carjat, Tournier, Rosati, O. Monprofit, L. Jeannin.

Au cimetière de Saint-Ouen, où l'inhumation a eu lieu, plusieurs allocutions ont été prononcées.

M. Etienne Carjat, très ému, a retracé la vie du général et dans un beau langage, il a rendu hommage au soldat héroïque, à l'officier d'une intelligence supérieure et d'une activité infatigable, au patriote dévoué et désintéressé. Il a terminé en lisant cet ordre du jour et cette lettre du vice-amiral Penhoat.

ORDRE

En remettant le commandement des troupes qui n'ont pas encore été licenciées à M. le général de division Jouffroy, je remercie les officiers composant l'état-major de l'armée, du concours dévoué qu'ils m'ont prêté pendant la durée de mon commandement. Je remercie plus particulièrement le général chef d'état-major Bordone des services rendus à l'armée pendant la guerre et pendant la période de licenciement.

Le ministre me charge de lui témoigner à ce sujet sa complète satisfaction.

Au quartier général, à Mâcon, le 16 mars 1871.

Le vice-amiral commandant en chef, Signé : PENHOAT.

Mâcon, 15 mars 1871.

Armée des Vosges, commandant en chef.

Cher général,

Il est de mon devoir, en vous quittant, de vous remercier des services que vous avez rendus à l'armée des Vosges.

Vos talents militaires, votre activité, votre énergie ont rendu au pays de grands et beaux services.

Je vous remercie avec plaisir copie d'un paragraphe qui vous concerne dans une lettre que le ministre de la guerre vient de m'adresser à ce sujet et qui contient, à votre égard, un témoignage de haute satisfaction.

Quant à moi, cher général, je vous remercie plus particulièrement du concours dévoué que vous m'avez prêté pendant le licenciement des troupes, services qui vous ont acquis toute mon estime et mon amitié personnelle.

Je vous salue cordialement la main, Le vice-amiral, commandant en chef, Signé : PENHOAT.

Le correspondant parisien du Secolo a pris ensuite la parole pour saluer dans Bordone le représentant des races latines.

Enfin un ancien combattant de l'armée des Vosges, un des soldats de cette brigade qui, sous le commandement de Ricciotti Garibaldi, enleva le drapeau du 6<sup>e</sup> pompier, a dit ensuite quelques paroles d'adieu à son ancien général ; il a exprimé le regret que le délégué à la guerre pendant la Défense nationale, aujourd'hui ministre de la guerre, ne soit pas au moins fait représenter aux modestes obsèques de celui auquel il avait publiquement rendu justice, au lendemain de nos désastres.

Ce n'est pas la seule absence qu'on a dû constater auprès de cette tombe ; des Garibaldiens connus et la députation de la Côte-d'Or auraient pu venir rendre un dernier hommage au chef de l'état-major de l'armée des Vosges.

Nous prions nos abonnés et correspondants d'avoir bien le soin d'adresser leurs réclamations, lettres et mandats-poste à M. l'Administrateur du journal L'Echo de Lyon, 48, rue de la République.

## DEPARTEMENTS

## RHONE

Villefranche. — Réunion. — Une réunion générale extraordinaire de la société d'horticulture de Villefranche aura lieu dimanche 6 mars, à 2 heures du soir, salle des conférences.

Ordre du jour : Lecture du procès-verbal de la séance du 7 février ; Admission de nouveaux membres ; Revision du programme des apports ; Concours à instituer en 1892 ; Nomination de deux commissions de visites ; Apports sur le bureau ; Questions diverses.

Nota. — La plus grande exactitude est recommandée aux sociétaires.

Aigueperse. — Accident. — Voulaient mettre de l'essence dans une lampe, le fils Janaud approcha cette dernière trop près de la flamme.

Il s'en suivit une explosion occasionnant un commencement d'incendie qui fut rapidement éteint.

L'imprudent a été gravement brûlé sur plusieurs parties du corps.

Tarare. — Accident. — Ce matin, à huit heures, Mme veuve Roure, âgée d'environ 70 ans, est tombée accidentellement dans la rue de la Passerelle par suite de verglas ; dans sa chute elle s'est fait de graves blessures à la tête.

Elle a reçu les premiers soins chez M. Durand, cafetier, rue de Savoie.

Arrestation. — Mercredi 2 courant, à 9 heures du soir, la police de Tarare a mis en état d'arrestation le nommé Roussillon, âgé de 45 ans, pour vol de l'entaille de liqueur au préjudice de M. Mallevall, liquoriste, rue de la Pêcherie.

L'Arbresle. — Conférence. — Une grande conférence, par le citoyen Lafargue, député du Rhône, est organisée à l'Arbresle pour le samedi 5 courant, à 8 heures du soir, salle Durand.

Sujets : 1<sup>o</sup> De l'importance des élections municipales ; 2<sup>o</sup> de l'identité des intérêts du petit commerce et de l'ouvrier ; 3<sup>o</sup> du parti ouvrier ; 4<sup>o</sup> du 1<sup>er</sup> Mai.

Une entrée de 45 centimes sera perçue pour couvrir les frais d'organisation.

Condrieu. — Banquet. — Dimanche prochain, 6 courant, à midi précis, la société coopérative de Condrieu se réunira à l'hôtel Fourmier dans un fraternel banquet à l'occasion du cinquième anniversaire de sa fondation.

Les personnes étrangères à la société qui désireraient se faire inscrire parmi les convives et prendre part à cette fête, toute de famille, peuvent être certaines de l'accueil le plus cordial et des témoignages les plus sympathiques.

Le prix du repas est fixé à 3 fr. 50, café compris.

Le soir, grand bal dans les salons de l'hôtel.

## AIN

Villebois. — Chambre syndicale des tailleurs de pierres de Villebois. — Cette chambre informe MM. les patrons des environs que pour le cas où ils auraient besoin d'ouvriers, ils devraient s'adresser au syndicat de Villebois.

Une grande quantité d'ouvriers est disposée à protester contre



ont à Sainte-Colombe danser, au nom de ceux qui n'ont la danse.

Prix M. le maire de vouloir bien vous donner la consécration nécessaire pour vous permettre d'affirmer si le sol, si les parterres tiennent debout, si le fait a porté la neige, si enfin l'ouïe peut faire de la gymnastique les sociétés peuvent pratiquer cette autre gymnastique qu'on appelle la danse.

Les citoyens peu fortunés vous en seront reconnaissants. Ils pourront, après deux ans d'attente, jouer et s'amuser chez eux.

Tout le monde y gagnera.

## DROME

**Valence.** — Les funérailles de la victime de Portes. — Ce matin, à 10 heures, ont eu lieu les obsèques du malheureux ouvrier, une délégation des employés du Besseli, les inspecteurs, les ingénieurs, etc., P.-L.-M., les inspecteurs, les ingénieurs, etc., suivaient le convoi.

Après le service religieux, le corps a été transporté à la gare pour être amené à Portes, où sa malheureuse femme habite.

— A la compagnie du P.-L.-M. — Les accidents mortels qui se renouvellent par trop souvent dans nos parages ont ému l'administration supérieure du P.-L.-M., qui étudie les moyens propres à obvier à ces malheurs.

Nous avons dit hier quelle était l'importance de la gare de Portes au point de vue des manœuvres et du trafic. Cette gare, qui se trouve en plein champ, est fort mal éclairée. Il est question d'y installer un éclairage électrique. Du même coup, la gare de Valence profiterait aussi de cet avantage.

Nous savons de bonne source que ce projet est à l'étude et que bientôt les travaux d'exécution commenceront.

**La foire du 3 mars.** — Comme toutes les années, notre grande foire du 3 mars a été visitée par un grand nombre d'étrangers sur la place Champagnon, les pépiniéristes ont apporté des choix nombreux d'arbres de toutes sortes. Sur le marché aux bestiaux, grande animation et transactions nombreuses. Sur nos boulevards, les forains attirent par leurs étalages variés les acheteurs. Disons pour terminer que, malgré un temps aigre et froid, il y a longtemps que nous n'avions eu une foire ayant aussi bien réussi.

— Concert de famille. — Dimanche soir, grand concert de famille, vocal et instrumental au café des Colonnes, tenu par M. Ronat.

**Montjoie.** — Suicide. — Le 29 février 1892, vers 4 heures du soir, le cadavre de la nommée Marie Dumas, femme Dumas, âgée de 50 ans, ménagère à Montjoie, au hameau de Citelle, a été trouvée pendue dans son grenier.

Cette femme avait, à différentes reprises, manifesté l'intention de se suicider.

**Sainte-Jalle.** — Blessures accidentelles. — Ces jours derniers, le nommé François Escoffier, âgé de 48 ans, aubergiste, marié et père de deux enfants, occupé à travailler au quartier du Plan, territoire de Sainte-Jalle, ayant saisi un fusil à deux coups pour tirer sur un chien soupçonné d'hydrophobie, a été blessé à l'extrémité gauche par l'écoulement de cette arme.

Hélas ! le médecin appelé a constaté que les blessures d'Escoffier étaient sans gravité.

**Royan.** — Accident de chasse. — Le nommé Joseph Blache, âgé de 55 ans, marié, père d'un enfant, propriétaire à Royan (Gironde) était sorti de chez lui avec un fusil pour détruire un faucon lorsque faisant feu sur cet oiseau de proie, son arme lui éclata dans la main gauche.

M. Blache a eu l'index emporté et le reste de la main complètement mutilé.

## LOIRE

**Saint-Etienne.** — Suicide d'un fou. — Ce matin, un individu atteint d'aliénation mentale, le nommé Julien David, 48 ans, coiffeur, rue Violette, s'est jeté du 2<sup>e</sup> étage d'un immeuble portant le n° 40 de la même rue, blessé qu'il était dans un état lamentable, a été transporté à l'hôpital. Il est mort à onze heures.

— Deux morts subites. — M. Nicolas Larnaud, employé au chemin de fer, 3, rue de la République, est tombé d'une attaque d'apoplexie.

Un autre, le nommé Jean-Claude Roussel, cantonnier, qui travaillait chemin de la Verrerie, est tombé également d'une attaque d'apoplexie foudroyante.

— L'ange. — Il est tombé de la neige aujourd'hui. Il y en a déjà une couche de plus de 20 centimètres.

**Rive-de-Gier.** — Les cadets de la prévoyance. — Les adhérents à la société des cadets de la prévoyance sont informés que la recette de mars aura lieu le dimanche 6 courant, de 9 à 11 heures du matin à l'école du Plâtre.

Les sommes non payées à l'échéance sont passibles de 0 fr. 25 centimes d'amende par franc de retard.

On y recevra les nouvelles adhésions. Mouvement personnel et financier de la société au 6 février 1892 : adhérents, 297 ; parts souscrites, 536 ; capital en caisse, 10,398 fr. 75.

**Rouanne.** — Arrestation. — Louis Meunier, 41 ans, ouvrier tanneur, rue Fontalon, a été arrêté sous l'inculpation d'ivresse et d'outrages à l'agent Fournier.

A l'audience des flagrants délits, Meunier a été condamné ce matin à 25 fr. d'amende.

## HAUTE-LOIRE

**Le Puy.** — Mort de M. Murgues. — Cette nuit est mort des suites d'un anévrisme, M. Murgues, notaire au Puy.

M. Murgues qui était dans la force de l'âge, était très aimé au Puy. Il laisse une jeune veuve et un enfant.

— Vol. — On a arrêté ce matin le nommé André Laurent, 14 ans, pour vol au préjudice de M. Isaac Nokin, de divers objets, notamment de 60 foulards en soie, d'une valeur de 150 fr.

**Vorey.** — Découverte de cadavre. — Tout près de Rosières, on a trouvé sur le talus de la voie ferrée, le corps du nommé Marius Gaudin, de Rosières.

Y a-t-il crime ou accident ? C'est ce que l'enquête établira.

**Bains.** — Autre découverte. — On a trouvé enseveli sous une épaisse couche de neige, le cadavre du nommé Antoine Pays, 41 ans, maçon, demeurant au Puy.

Il y a présomption d'assassinat, car le parquet va se transporter ce soir sur les lieux.

Pays avait disparu de son domicile depuis quinze jours.

## MEURTRE A LAGRESLE

On nous télégraphie de Roanne : Le parquet de Roanne vient de se transporter à Lagresle, où une personne a succombé, paraît-il, à des coups et blessures.

Le docteur Roland a été requis pour accompagner le parquet et procéder aux constatations médico-légales.

A demain des détails complets sur cette affaire.

## Grave Accident dans une Mine

## A SAINT-ETIENNE

Le puits Camille envahi par les eaux. — Une panique. — Trois cents ouvriers en danger. — Sauvetage des chevaux.

On nous télégraphie de Saint-Etienne : Une terrible nouvelle vient de se répandre en ville.

Le puits Camille, concession du Cros, appartenant au baron de Rochetaillée, aurait été envahi par les eaux, mais cette nouvelle n'est pas encore confirmée.

On dit que 300 ouvriers sont employés au puits Camille.

On craint une catastrophe.

Saint-Etienne, 3 mars.

Le puits Camille est complètement inondé à la suite de la rupture d'une poche rencontrée dans les travaux d'avancement qui s'effectuent du côté du puits Deschaux.

Dans la galerie où a eu lieu l'inondation, 40 ouvriers étaient occupés. Dans d'autres galeries il s'en trouvait 250, soit tout le poste de jour.

Dès que l'alarme fut donnée, ce fut un saut qui peut général. Grâce à la foudre qui se trouve près du puits Deschaux, tous les ouvriers purent regagner le jour après un bain forcé.

68 chevaux qui se trouvaient dans les écuries du fond furent aussi sauvés quelques heures après ; les pauvres bêtes avaient de l'eau jusqu'au cou.

On estime, en effet, à 2 mètres la hauteur des eaux.

Le travail sera interrompu pendant près d'une semaine. 500 ouvriers sont sans travail.

Une vive émotion règne en ville.

## DERNIERE HEURE

Dès que nous avons appris la nouvelle du grave accident qui venait de se produire à Saint-Etienne, un de nos collaborateurs s'est aussitôt rendu dans cette ville pour prendre sur place tous les renseignements et nous les téléphoner sans retard.

Voici les nouveaux détails qu'il nous a transmis à la dernière heure par téléphone :

Ce matin, à huit heures et demie, au moment où le poste était occupé à la première galerie, le gouverneur s'aperçut que des suintements inexplicables s'étaient produits.

Il avertit aussitôt l'ingénieur principal, M. Desvignes, qui accourut en hâte et descendit dans la mine.

Les constatations furent significatives. Une rupture venait de se produire et la galerie allait être envahie par les eaux. L'inondation venait du puits Deschaux, une nouvelle exploitation de la compagnie du Cros, où des recherches ont été récemment entreprises.

Le puits Deschaux communiquant avec le puits Camille, l'eau avait suivi son courant et était venu envahir ce dernier.

Des mesures furent immédiatement prises pour opérer la monte des ouvriers, qui s'est effectuée sans accident.

La catastrophe était conjurée. Peu après, en effet, le courant d'eau ayant rompu ses digues, s'était précipité dans la galerie qui venaient d'abandonner les ouvriers.

M. Ravy, agent général de la compagnie, s'est transporté au Cros, où, de concert avec M. Desvignes, il a pris les mesures nécessaires pour l'épuisement du puits. M. le docteur Gouillou, médecin de la compagnie avait été également appelé. Sa présence a été du reste inutile. A la nouvelle de l'inondation, une vive émotion s'était produite dans le quartier du Soleil, une foule immense s'était rassemblée autour du puits Camille, attendant anxieusement de rassurantes nouvelles. On a vu comment, par suite de la présence d'esprit de l'ingénieur principal, la terrible catastrophe qui aurait pu se produire a été évitée.

## TERRIBLE ACCIDENT

## Quatre Blessés

On nous écrit de Roanne : Cette après-midi, vers midi et demi, une vache que l'on conduisait à l'abattoir et appartenant à M<sup>me</sup> veuve Paul Chenu, bouchère, rue Saint-Etienne, étant devenue furieuse a brisé son attache, rue Fontenille.

A ce moment arrivaient des soldats se rendant au champ de tir. L'animal s'est précipité sur eux et trois de ces malheureux soldats ont été grièvement blessés, bras et jambes cassés.

La vache, que la vue des pantalons rouges avait rendue encore plus furieuse, a continué sa course vertigineuse, et arrivée rue de Charliou, en face le café Bardin, elle s'est précipitée sur le sieur Benetière, boucher, place Saint-Etienne, et lui a fait de graves blessures aux cuisses et au ventre.

Elle a continué sa course en traversant la place Saint-Etienne, la rue du Collège et la rue Desboursières, où elle est entrée dans une cour ; là, elle a été abattue à coups de fusils.

Quant aux blessés, les trois soldats ont été transportés à l'hospice dans un triste état, et M. Benetière a été conduit à la pharmacie de la Loire où il a reçu les soins du docteur Laurent ; on l'a emmené ensuite à son domicile. Son état est très grave.

A demain des détails.

## LYON

## NOS ECHOS

Le temps. — Observations du journal, 3 mars, 8 heures soir :

Hauteur du baromètre : 757. — Température, + 1°. — Direction du vent : N. — Maximum de température dans les vingt-quatre heures : + 2°. — Minimum de température dans les 24 heures : + 2°.

**Situation générale.** — Les fortes pressions qui couvrent le Nord de l'Europe continuent à envahir la France et les Iles-Britanniques, le baromètre se relève lentement. La dépression se creuse au contraire sur la Méditerranée et les vents prennent de la force dans nos régions ; ils soufflent généralement d'entre Nord et Est. La température se maintient basse.

**Dernière heure.** — La baisse s'accroît encore dans la Gascogne et sur le bassin de la Méditerranée, mais le baromètre se relève au Nord de la France. Les hauteurs sont de 750° à Nice et 760° à Boulogne.

Le temps qu'il fera aujourd'hui. — Temps froid, ciel brumeux.

Le dimanche 20 mars, une conférence sera faite au Grand-Théâtre par M. Emmanuel Arène, député de la Corse, sous la présidence de M. Casimir-Périer, au profit des enfants pauvres des écoles laïques.

Nous lisons dans le Journal de l'Ain :

« Nous apprenons la permutation de M. Jossier, sous-préfet de Nantua, avec M. de Blanchard, conseiller de préfecture du Rhône. »

M. Jossier avait été chef de cabinet de M. Cambon et avait laissé à Lyon d'excellents souvenirs dans tous les partis, sans distinction.

Le dimanche 6 mars, à une heure, M. Deville, professeur départemental d'agriculture, fera, à Savigny, une conférence agricole.

Le 1<sup>er</sup> mai à Lyon :

A Lyon, les divers partis socialistes s'organisent en vue de la manifestation du 1<sup>er</sup> mai qu'ils veulent faire encore plus grandiose que celles de 1890 et 1891.

On ne sait encore quel sera l'objectif des manifestants qui, chaque année, changent leur point de ralliement. C'était en effet, il y a deux ans, l'Hôtel-de-Ville et, l'année dernière, le cimetière de la Guillotière.

L'administration préfectorale se montre assez inquiète des conciliabules qui se tiennent, depuis quelque temps, entre les principaux chefs des fractions socialistes et surtout chez les anarchistes que l'on sait résolus, énergiques et disposés à susciter des bagarres.

Le commissariat de police de Bellecour : Aussitôt que M. Loubet, ministre de l'intérieur, aura donné un successeur à M. Cazelles, directeur de la sûreté générale, celui-ci nommera un commissaire de police à Lyon pour pourvoir au remplacement de M. Dagnac, récemment décédé.

Il appartiendra alors à M. Rivaud, préfet du Rhône, de désigner ce fonctionnaire pour tel ou tel quartier. Celui de Bellecour ne lui sera vraisemblablement pas attribué, car c'est un poste de repos, destiné à être donné à un commissaire ayant de brillants états de services et arrivé au terme de sa carrière.

Il est à peu près certain que le nouveau promu sera envoyé au commissariat de police de la Guillotière, en remplacement du doyen des commissaires, M. Prieur, qui, lui, héritera de la succession de M. Dagnac.

Les postes de police : L'administration préfectorale, désireuse d'être agréable aux habitants des quartiers intéressés, et aussi d'assurer la sécurité des rues, avait, il y a quelque temps, étudié un projet portant création d'un certain nombre de postes de police supplémentaires.

Ce projet ne pourra, du moins pour le moment, recevoir exécution.

Depuis moins de deux ans, on a, en effet, créé une douzaine de nouveaux postes, et cela sans augmenter dans la même proportion le nombre des gardiens de la paix ; on s'est simplement contenté de remplir les cadres.

Aussi, les postes qui auparavant recevaient huit ou dix gardes, n'en ont plus maintenant que cinq ou six, chiffre à peine suffisant pour assurer les services des rondes et de planton, et que l'on ne pourrait réduire sans compromettre la bonne exécution du service.

Aucun poste nouveau ne sera donc créé, à moins que l'on augmente le nombre des gardiens de la paix.

Pour faire suite aux déplacements et villégiatures des artistes du Grand-Théâtre : Massard chante en ce moment à Monte-Carlo, et c'est la raison pour laquelle on voit reparaitre sur l'affiche des nouveautés telles que *Mignon* et *Carmen*, la direction se trouvant dans l'impossibilité de faire des lendemains à Sigurd.

M. Chavaroche a joué hier soir les *Huguenots* à Nîmes.

Le Grand-Théâtre devient une agence lyrique, et on peut appliquer à nos artistes le refrain célèbre du commis-voyageur : « Tous-jours il chante ».

Les deux Coquelin et M<sup>me</sup> Favart de la Comédie française au Théâtre des Célestins. Nous rappelons à nos lecteurs que c'est lundi, 7 mars, qu'aura lieu au Théâtre des Célestins la représentation des deux Coquelin et de M<sup>me</sup> Favart accompagnés d'une excellente troupe que nous avons pu juger déjà lors de la dernière représentation de M<sup>me</sup> de La Seiglière.

Le spectacle est admirablement composé : *Le Testament de César Girodot*, comédie en trois actes de Belot dans laquelle Coquelin cadet a trouvé son meilleur rôle, et le *Médecin malgré lui*, comédie en trois actes de Molière, une de ses plus amusantes comédies.

On répare, en ce moment, l'asphalte de nos rues et cette opération répand une odeur absolument désagréable qui vous prend à la gorge, vous fait tousser et fait pleurer les yeux.

Pourquoi ne choisirait-on pas la nuit pour ce travail, ainsi que cela se fait dans toutes les grandes villes ?

Le terrain nu qui s'étend entre le pont Lafayette et la rue Rabelais et qui longe la voie du tramway à vapeur de Bron va servir à l'établissement d'un square. Les terrasses sont en train de creuser le sol et remplacer le sable par de la terre végétale. Des bancs sont déjà aménagés pour le public. Voilà un embellissement qui fera la joie de la population du quartier Lafayette. Voilà aussi un square tout trouvé pour y ériger une statue. Grands hommes lyonnais, ou vous qui êtes en train de le devenir, à qui le tour ?

En attendant le « Paris Port-de-Mer » de M. Bouquet de la Grye, la capitale va se trouver reliée à Nantes par voie maritime directe.

Toutes les marchandises de petit cabotage et autres pourront arriver au pont Royal, venant de la Loire-Inférieure et même de Brest. C'est un nouveau bâtiment avec « hélices centrales », qui pourra remonter à Paris avec un chargement de 500 tonnes, s'il vous plaît !

Le contre-amiral Reveillère vient de constater lui-même les qualités nautiques de ce navire spécial.

La marine marchande va d'abord utiliser cette découverte, mais la marine militaire devra bientôt s'en préoccuper.

Si le problème du bâtiment marin à faible tirant d'eau est résolu avec ce système, nous espérons bien que les Lyonnais ne seront pas les derniers à l'utiliser.

La nuit dernière, quelques noctambules faisant du tapage aux environs d'une maison bien connue, durent suivre au poste les gardiens de la paix.

Comme ils ne voulaient point donner leurs noms, le chef de poste fit cette réponse que n'aurait pas désavoué Calino :

— Ah ! c'est ainsi, eh bien, prenez les noms de tous ceux qui ne veulent pas le donner !

Absolument authentique.

## Chronique Locale

Le Calendrier. — Vendredi, 4 Mars. 6<sup>e</sup> jour de l'année.

Premier quartier le 5 ; pleine lune le 13.

Soleil : lever, 6 h. 37 ; coucher, 5 h. 47.

Adjudication. — L'adjudication de la ferme des droits à percevoir pour l'exploitation du bac à traîne du passage d'eau de la Tête-d'Or, sur le Rhône, n'ayant pas donné de résultats, les personnes désirant concourir à cette ferme sont invitées à déposer, dans un délai de huitaine, leurs soumissions cachetées dans les bureaux de la Voirie municipale, rue de la Bourse, 51 (service des ponts).

Un escroc. — A la requête du président du tribunal de commerce, le procureur de la République a fait arrêter hier matin, et écrouer à la prison Saint-Paul, un sieur X..., inculpé de banqueroute et d'escroquerie.

Cet individu, un homme d'une cinquantaine d'années, était depuis quelque temps le représentant à Lyon d'une importante maison parisienne.

Très intelligent, il avait profité de sa situation pour escroquer à divers négociants des sommes relativement importantes qu'il a, on en a la certitude, mis en lieu sûr.

Montre volée. — Hier, à midi, le directeur du Mont-de-Piété faisait arrêter M. X., rue de Vendôme, lequel engageait une montre en argent qui a été volée il y a quelques mois.

Mais, au poste où il fut amené, M. X. put établir sa bonne foi, ce que voyant, le commissaire de police l'a remis immédiatement en liberté.

Vol à la tire. — M<sup>me</sup> veuve Romain, rentière, rue Mazard, 4, qui venait de faire quelques commissions, s'est tout à coup aperçue, place Bellecour, que la poche de sa robe était « retournée ». Elle constatait en même temps que son portemonnaie lui avait été habilement soustrait par un pickpocket.

M<sup>me</sup> Romain, qui perd de ce chef 36 fr., a porté plainte à la police.

Le Feu. — A minuit, un violent feu de cheminée s'est déclaré chez M. Henri Badet, peintre, rue Saint-Jean, 33, au quatrième étage.

Malgré la promptitude des secours apportés par les pompiers du poste de l'Archevêché, il a fallu démolir en partie la gaine de la cheminée pour éviter un commencement d'incendie.

Les dégâts, évalués à 200 francs environ, sont couverts par une assurance.

Mordu par un chien. — M. Dumont, employé à la compagnie du gaz, demeurant rue de la Rize, 24, a été mordu au mollet gauche par un chien inconnu dans la traversée de la rue Paul-Bert.

Il a fait cautériser la plaie à la pharmacie Methon, rue Paul-Bert, 123.

Tombé de son siège. — Hier soir, à sept heures, M. Anselme Pazard, cocher de fiacre, grande-rue des Charpennes, 65, est tombé sur la chaussée en voulant monter sur sa voiture, stationnée place des Hospices.

Il s'est légèrement contusionné.

Mais, à ce moment, le cheval effrayé par la toute vitesse dans la direction de l'avenue de Noailles où il a été arrêté, sans avoir occasionné d'accident, par M. Jean Corten, cocher, rue Tronchet, 41.

Prévoyance scolaire du premier arrondissement. — Une quête faite samedi dernier, brasserie Girerd, rue Puits-Galliot, au cours d'une soirée de danse organisée par le professeur Pradat, a produit la somme de 30 fr. 60, versée entre les mains de M. Charlin, trésorier de la société. Nos félicitations et nos remerciements à M. Pradat, Chiarramonte, Gaillard, Massenin, Deltant et à M<sup>me</sup> Canné, qui ont prêté leur concours à cette soirée et qui se sont fait applaudir par les trois cents spectateurs présents.

Tombola du Bal des Artistes. — Liste des numéros gagnants :

4828	3776	883	2050	361	1203	3799
1479	4332	1076	1399	3930	686	3963
874	2701	4613	511	676	77	4554
4805	3629	2907	3880	4127	279	3493
3652	1501	4592	2637	2612	1030	3176
2505	3279	2719	2481	4106	3414	3900
3933	236	5012	2855	2580	8832	1774
3998	82	2490	3601	4116	4899	3097
3296	1925	2680	3823	2923	4881	2704
4156	3255	3255	1360	2987	3265	4509
736	4653	1508	587	4892	2424	3913
966	3409	505	472	58	2480	3629
607	3379	16	2729	3616	1280	3043
4813	3298	4206	3684	3735	756	160
4744	4635	2617	4114	51	4851	4361
4302	946	420	2188	3620	1144	4312
2082	1842	4171	4595	20	2597	

Les lots seront délivrés à la régie des Célestins, à partir de lundi prochain, 7 mars, jusqu'au samedi 13 inclusivement. Passé ce délai, ils seront acquis à l'œuvre.

Se présenter tous les jours, de dix heures à cinq heures.

Tombola du bal des étudiants. — Cinquième liste. — Photographie Sage, rue Terme, deux bons pour six portraits visés. Imprimerie nouvelle trois bons pour cent cartes de visite.

Goyon, rue Terme, bon pour une bouteille de Bordeaux. Durand et Vacher, rue St-Pierre, un bouquet. Photographie Bellinard bon pour douze photographies au charbon. Besson, cours Morand, un sac pour dame. Pharmacie Royer, cours Morand, bon pour un kilogramme d'hydrophile.

Pharmacie Prothière, cours Vitton, un litre mélange tonique. Pâtisserie Landy une pièce montée. Maison Janicot et Bouchard, rue de la République, robes pour enfant. A la Surprise un franc. Cholleton, rue Terme, une paire rideaux. Parfumerie Melot un coffret parfumerie. X..., un flacon vin hémato-gène. Bounin trois cents grammes chocolats. Pâtisserie Landy un flacon vin quinquina.

Pharmacie Marval un flacon vin quinquina. Cologne et de Botot. Champagnon, du Marquisat un panier. London-House English tailleur un bon de dix francs. Longueville, rue St-Côme, un cousin siège. Pharmacie Vuillemin une bouteille Gars, Chapellière Plaisard un lot cannes. Epicerie du Sicile trois cruches d'armagnac. Café de la Tête-d'Or deux cruches d'armagnac. Madrier une bouteille quinquina. Pâtisserie Madrier une bonbonnière. Epicerie Bathazard deux bouteilles

cognac. Pâtisserie Fressenet une bouteille kirsch. Héral une boîte aux lettres. Pâtisserie Arnold un bocal de fruits. Garnier, liquoriste, deux bouteilles liqueur.

**Théâtre des Célestins.** — Aujourd'hui vendredi, 4 mars, représentation de gala, au profit de la caisse de secours extraordinaires de la 112<sup>e</sup> société de secours mutuels d'Union nationale, employées de commerce et d'administration. Première de *Monsieur Scapin*, comédie en 2 actes de Jean Richpin ; *La joie fait peur*, comédie en 2 actes ; intermède ; *Les Deux aveugles*, opérette d'Offenbach.

Le spectacle commencera à 8 heures par *Les capotins d'un Réservoir*.

Demain, samedi, 27<sup>e</sup> représentation de *La Famille Pont-Biquet*, le plus grand succès de la saison.

Dimanche en matinée à 1 h. 1/2 et le soir à 8 heures *La Famille Pont-Biquet*.

Lundi prochain, 7 mars, représentation extraordinaire donnée par les artistes de la Comédie-Française : MM. Coquelin cadet, Jean Coquelin, et M<sup>me</sup> Favart ; *Le Testament de César Girodot*, pièce en trois actes, et *Le Médecin malgré lui*, comédie en trois actes.

On peut louer ses places de suite pour toutes ces représentations.

Le bureau de location est ouvert tous les jours de 10 heures à 7 heures.

**Théâtre-Bellecour.** — Les artistes du Théâtre-Bellecour, réunis en société, désirent se montrer reconnaissants de toutes les sympathies que le public lyonnais leur a témoignées depuis le commencement de leur entreprise et ne voulant pas se priver d'un spectacle qui pourrait, quel que soit le jour, leur être agréable, ont décidé de renvoyer à mardi prochain, 8 mars, la première



Feuilleton de L'ECHO DE LYON du  
4 Mars (133)

# ABANDONNÉE!

PAR

Charles MÈROUVEL

JEANNE BARFLEUR

Mais elle pouvait parler à peine. Elle éssouffait. Ces demoiselles faisaient des mines! C'était à voir, ma parole! Enfin, me voilà... sur le pavé.

La blonde se déshabillait et procédait à sa toilette du soir avec ce soin qui n'abandonne jamais les filles vraiment élégantes, même les plus pauvres.

Elle passa un peignoir et vint se mettre à côté de Colette.

— Pourquoi es-tu restée si longtemps dans cette affreuse maison, lui dit-elle en l'embrassant.

— D'abord, tu comprends, on ne sait pas. On croit qu'il ne s'agit que d'être empressée, active, de parler aux gens avec des façons engageantes, dans leur langue, et de leur vendre toutes sortes de choses à des prix fabuleux, sous le vain prétexte que c'est des objets d'art. Ce n'est que peu à peu qu'on s'initie aux mystères du trafic. Mais on espère toujours être plus malin que les autres et s'en tirer à peu de frais!

— Ainsi, ma pauvre fille, tu n'as plus de place?

— Non, dit Colette avec indifférence.

— Je n'aurai bientôt plus rien à t'en-  
— Tu vas perdre la tienne?

— J'en ai peur.

— Pourquoi?

— C'est une autre histoire! Il y a dans la maison un homme de trop.

— Servoz? s'écria vivement Colette.

Jeanne inclina la tête.

— J'en étais sûre... Ses questions... Ses menaces couvertes... Qu'est-ce qu'il t'a dit, ce pitre-là?

— Il m'a proposé d'être sa maîtresse!

— Tout crûment?

— Et en quels termes! Et comme il voyait que ça ne prenait pas, il m'a demandé de l'épouser. En quels termes encore!

— Ainsi, dit Colette, le moyen ne lui importe guère, pourvu qu'il arrive!

— Justement.

— Moi, je ne pourrais pas le voir chez moi, même en peinture, dit l'ainée avec son langage qui devenait d'un sans-gêne étonnant depuis qu'elle vivait dans le monde spécial des ateliers de couture; il me donne des cauchemars, cet oiseau-là! Il a des yeux noirs comme des trous, la nuit; et il ne parle que de jeter les gens à la porte! Les gardes-chiourmes et les marchands d'esclaves doivent être moins féroces! Que lui répondras-tu? Je pense que tu n'en veux pas. J'aimerais mieux avaler la fiole de laudanum du docteur Aubry que d'aller devant le maire avec ton Savoyard.

Colette s'exprimait avec une sorte d'irritation contenue, sans éclats.

— Tu sais bien que je n'aimerais que l'homme qui aura mon estime, dit doucement Jeanne.

— Tu n'as pas besoin de me le dire, petite sœur, fit l'ainée. Mais qu'est-ce que nous allons devenir?

— Ah! voilà!

Jeanne ajouta, en passant ses bras autour du cou de l'autre:

— A la grâce de Dieu! Il faut espérer qu'il ne nous abandonnera pas, lui!

— Tâche de traîner les choses en longueur, reprit Colette. Je chercherai des places pour toi et pour moi. Tempore. Moi, je n'ai pas pu. Il fallait opter tantôt et sans remise. Paris est grand; nous trouverons. Sois sans crainte.

Elle se faisait plus rassurée qu'elle ne l'était.

Une lumière s'alluma aux fenêtres de l'interne.

— Et le voisin, demanda Colette, il t'a répondu?

— Oui.

— Que dit-il?

— Qu'il m'aimera toujours.

— Tu vois bien qu'il ne faut pas désespérer, ma Jeanne, dit Colette en baissant les beaux cheveux de sa sœur. C'est là peut-être qu'est le salut. Tu verras.

La fille de Germaine lui rendit son baiser en murmurant:

— Dieu t'entende!

XVI

Où il est prouvé que les murs ont des oreilles

L'honnête Bidoux était toujours au service de l'héritier de M<sup>me</sup> Chambly.

Mais il était monté en grade.

Bidoux et Justine étaient les rois de Montiers. La toute-puissance leur appartenait dans ce domaine délaissé par le maître.

Le Brésilien adorait Paris.

Paris était son centre et la place de l'Opéra le pôle vers lequel ses aspirations se tournaient comme l'aiguille des boussoles vers le Nord.

Rien ne l'obligeait d'ailleurs à le quitter.

Avec les débris de sa fortune et les quatre ou cinq millions de sa tante, il était en état d'y mener grand train et d'y faire bonne figure, au moins quelques années.

Toujours, s'il avait eu quelque raison, mais Urban Salvador ignorait l'art de compter et d'équilibrer son budget.

Quoi qu'il en soit, Bidoux n'avait pas réglé ses comptes avec lui et Bidoux possédait la prudence du serpent.

Les semaines passaient et l'héritier ne parlait pas de s'exécuter.

C'était une situation à liquider.

Bidoux y songeait plus d'une fois par jour.

Il devait épouser Justine, c'était convenu, mais il retardait la cérémonie jusqu'au jour du versement des fonds. Douze mille livres de rentes!

Salvador avait donné sa parole, mais donner la somme, eût été mieux.

Bidoux le pensait et on ne peut pas l'en blâmer.

Le mariage lui souriait assez, mais l'argent lui souriait davantage et, au point où il en était avec l'ancienne femme de chambre de M<sup>me</sup> Chambly, il était

plus pressé d'en finir avec l'héritier que de se mettre en règle avec Justine.

Ce n'était pas qu'il fût inquiet.

Bidoux et Justine s'étaient, comme on dit, gardés à carreau.

Ils tenaient le Brésilien.

Et c'était au point que Biloux agitait en lui-même, depuis quelques jours, la question de savoir si, en vérité, douze mille livres de rentes étaient une somme dont on dût se contenter.

C'est bon avant la découverte du testament de la dame de Montiers, mais ce testament, Justine le possédait et avec une judiciale très louable, Bidoux estimait, étant donné les termes du précieux papier, qu'il valait mieux que les rentes convenues.

Justine n'avait point parlé du testament à Urban Salvador.

Elle attendait.

Le Brésilien ignorait donc l'étendue des services que la fine mouche se réservait de lui faire connaître au moment opportun.

Ce testament, une simple feuille de papier timbré, dont M<sup>re</sup> Pescheux, le notaire de Noroy, avait donné le modèle et qu'il s'était étonné à juste titre de ne point retrouver dans les meubles de sa cliente, était en sûreté.

Justine, fine comme l'ambre, l'avait déposé chez son père, le jardinier de Montiers.

Or, cet horticulteur habitait une délicieuse petite maison d'un étage avec quatre fenêtres à grillages de fer et un toit mansardé couvert en ardoises, à l'angle des immenses potagers de Montiers.

Au service des Chambly dans leur villa de Brunoy depuis vingt-cinq ans,

il était venu à Montiers après la vente du domaine par le marquis de Serans à la veuve du commissionnaire.

C'était un fort brave homme, simple d'esprit, et qu'on eût bien étonné en lui apprenant quelle vicieuse créature lui devait le jour.

La maisonnette où il demeurait seul depuis son veuvage qui remontait à sept ans était enfouie sous les verdures des aristoloches, des clématites et des jasmins de Virginie.

Elle touchait de trois côtés aux bosquets du parc et n'était découverte que d'un seul, en façade sur une allée conduisant à la grille du potager.

Le bonhomme, pour qui toutes les facilités de la terre se résumaient dans la contemplation de ses forêts d'asperges aux grains rouges, de ses carrés de milan ou de ses planches de litue et de céleri monstrueux, passait des jours entiers, depuis le lever du soleil jusqu'à son coucher, dans les jardins du château, entretenus grâce à lui avec un art miraculeux.

Le reste ne l'intéressait guère.

Justine était la seule maîtresse de son logis, où elle avait une chambre qu'elle habitait quand elle voulait.

Quelques jours après la promenade de Jeanne Barfleure et de Servoz aux Tuileries, vers trois heures de l'après-midi, M<sup>me</sup> Justine, dont les occupations au château étaient fort courtes depuis la mort de sa maîtresse, arriva d'un pas nonchalant à la maison paternelle.

Etude de M<sup>e</sup> FONBONNE,  
avocat à Lyon, rue Ferrandière, 21.

D'un jugement rendu par défaut par la première chambre du Tribunal civil de Lyon, le vingt-quatre décembre mil huit cent quatre-vingt-dix, enregistré, expédié et signifié, Entre

M. Jean Crétin, tisseur, demeurant à Lyon, rue Pailleuron, 21, admis au bénéfice de l'assistance judiciaire par décision du bureau de Lyon, du vingt-huit mars mil huit cent quatre-vingt-huit, Et

M<sup>me</sup> Jeanne-Marie Rollet, épouse dudit M. Crétin, demeurant ci-devant à Lyon, 3, rue Duvalier, et actuellement sans domicile ni résidence connus,

Il appert que le divorce a été prononcé entre les époux Crétin-Rollet, aux torts et griefs de la femme.

M<sup>e</sup> Fonbonne a occupé dans cette instance pour M. Crétin.

La présente insertion est faite en conformité de l'article 247 paragraphe 3 du Code civil et a vertu d'une ordonnance rendue par M. le président du Tribunal civil de Lyon, le dix-huit février mil huit cent quatre-vingt-douze.

Pour extrait,  
Signé : FONBONNE.

## ACCOUCHEUSE

M<sup>me</sup> Veuve YVERNAT  
Rue du Vieil-Remerci 3 angle de la rue du Doyenné et de la rue des Prêtres (Saint-Georges)

LYON  
Pient des Pensionnaires. — Chambres indépendantes. — Discretions assurées. — Consultations, renseignements par correspondance et Maison de campagne à proximité. — Séjour agréable pour les pensionnaires.  
PRIX MODÉRÉS

RÉANTURES de bas en coton couteux 70c., blanches 60c., cours Lafayette, 134, et rue Paul-Bert, 41.

GUÉRISON radicale et en peu de jours, des maladies récentes ou anciennes, par les Capsules Quet. — Traitement facile à suivre, même en voyage. — Injection Quet, hygiénique, préventrice et infallible dans les cas anciens. S'adresser à Lyon, à la ph<sup>e</sup> Ph. QUET, rue de la Préfecture, 5. — Pommes contre les Dardes, d'une très réelle efficacité. Prix : 2 fr. le pot. — On fait des envois.

## EN VENTE PARTOUT

Boîtes de 500 grammes 8 fr.; de 250 grammes 4 fr. 50; de 125 grammes 2 fr. 50 et de 50 grammes 1 fr.

Dépôt Général et Vente en Gros : PETITS DOCKS DU COMMERCE, rue Confort, 12, LYON

DÉPÔTS A LYON : chez MM. VERZIER, place Carnot, 10; ROUSSET, rue des Archers, 4; GRANGE, rue Servient, 4; ALLEX, cours de la Liberté, 68; VARLOT, rue Romarin, 3; SALLOT, rue Molière, 16; DEVAUX, rue Gentil, 12; COLOMB, cours Morand, 22; ESPARVIER, rue St-Jean, 41; Georges MILLE, rue d'Algerie, 22; BOYREL, place St-Vincent, 4; VERSET, quai de Bondy, 17; JULLIAND, rue du Marché-de-Vaise, 4; PRIMIPIED, place Croix-Rousse, 6; DUSSERT, cours Lafayette, 14; Veuve MUNET, place de la Boucle, 4; Veuve REBOUILLOU, cours Vitton, 72. — A VILLEURBANNE : chez M. PAYAN, place des Maisons-Neuves, 20. — A SAINT-ETIENNE : ESSERTEL, 11, place Fourneyron; FOUGEROUSSE, rue Gambetta, 33. — A GRENoble : Epicerie PETIT, 8-10-12, rue du Lycée; GENTY (Epicerie Parisienne), rue des Clercs et rue Barnave. — A BOURG : Lucien GARÇON, 11 et 13, rue du Faubourg-Saint-Nicolas. — A MACON : LABRUYERE, rue Philibert-Laguiche. — A TRÉVOUX : MAZUR, rue du Port. — A CHALON-SUR-SAÔNE : VERNIAUD (Epicerie Centrale), place de l'Hôtel-de-Ville.

## CHOCOLAT DE L'UNIVERS

France par 5 kilos. — Maison de détail : 10, rue d'Algerie, LYON

## INSTITUTION DE DEMOISELLES

Dirigée par M<sup>me</sup> MIRAMAND  
CLASSE ENFANTINE  
LYON, Rue Servient, 18, LYON  
Leçons particulières. — Préparations aux divers examens  
Cette institution se recommande aux familles par son éducation soignée et ses soins les plus tendres. Elle prend des demi-pensionnaires. — Tous les soirs, de 8 à 9 heures 1/2, cours d'adultes professés par M. MIRAMAND. — Répétitions et préparation de jeunes gens au certificat d'études.

## SIROP DE COURTOIS

EX-PHARMACIEN DES HÔPITAUX  
Guérison rapide des toux, rhumes, bronchites chroniques, grippe, etc.  
Souverain contre l'influenza  
Dépôts : Hôtel-Dieu de St-Etienne; Ph<sup>e</sup> Courtois, Lyon, 12, rue Neuve.  
Détail pharmacie prix du gros

## JULES BONNARIC

DENTISTE  
Rue Centrale, à Lyon

## Rob DEPURATIF SANS RIVAL

Seul végétal succédant au Mercure, l'anti-syphilitique le plus puissant et le purgatif le plus énergique par son action éminemment anti-syphilitique et purgative. Il guérit toutes les maladies contagieuses et de la peau les plus rebelles et les plus invétérées et où le mercure a été impuissant. — Prix 10 et 5 francs. — Pharmacie BARAJA, 115, cours Lafayette, Lyon.

## Machines à Tricoter

Dernier système breveté  
S. G. D. G.  
Médaille d'Or, Paris 1889  
Dépôt : GUY, 459, avenue de Saxe, Lyon.

## VIENT DE PARAÎTRE

LE  
Cicérone de Lyon  
(7<sup>e</sup> EDITION)  
Contenant : la nomenclature des rues avec leurs numéros et abréviations, les arrondissements et les tenants de paix dont elles dépendent. Le service de tramways et cars-Ripert, bateaux et omnibus desservant les environs de Lyon.  
Prix : 10 Centimes

## EN VENTE A L'AGENCE FOURNIER

LYON, 14, Rue Confort, 14, LYON

SI vous avez un repas, Adressez-vous directement au Dépôt général du poisson du lac Léman, 46, rue du Rhône, à Genève. Vous recevrez en grande vitesse votre poisson frais et bon marché.

## BONS DU CRÉDIT FONCIER

(Emission de 1887)

TIRAGE 15 MARS

Gros lot : 100,000 francs

Tous les Bons non sortis avec des lots seront remboursables ultérieurement à 200 francs

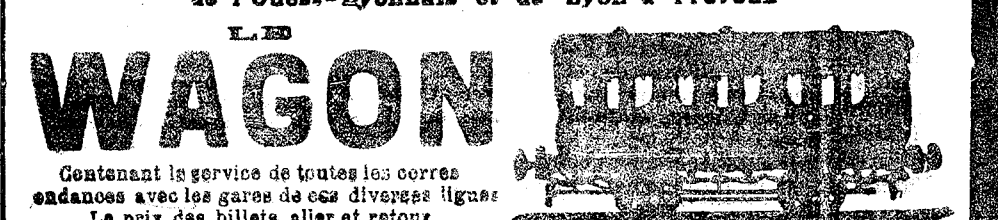
PRIX DU BON : 60 FRANCS

AGENCE FOURNIER

LYON, 14, rue Confort, 14, (à l'entresol)

## L'INDICATEUR DES CHEMINS DE FER

de Paris à Lyon et à la Méditerranée, de l'Est de Lyon, de l'Ouest-Lyonnais et de Lyon à Trévoux



Contenant le service de toutes les lignes, les horaires, les tarifs, les billets d'aller et retour.  
Prix : 30 cent.; franco par la poste : 35 cent.

A l'Agence FOURNIER, 14, r. Confort, Lyon et dans ses succursales de St-Etienne, Grenoble, Mâcon et Dijon.  
Dans les Gares, Librairies et Marchands de journaux

## EN VENTE

## DAME SEULE

offre le logement à une honnête ouvrière. Prix très modéré. S'ad. sous n°6631, agence Fournier, 14, rue Confort.

## D<sup>r</sup> DUCHARME

3, Cours de la Liberté, 3  
Maladies de la peau, des voies urinaires et contagieuses. — Electricité.  
Traitement spécial des Ulcères.  
Cabinet : de 9 à 11 h. et de 1 h. 1/2 à 4 h.

## Maison de Convalescence

M<sup>me</sup> Barthélemy, à Monplaisir, place de l'Eglise. — Soins aux personnes âgées ou malades. — Prend des pensionnaires en viager.

## AGENCE FOURNIER

14, rue Confort, LYON

Succursales : St-Etienne, Grenoble, Mâcon et Dijon.

## Publicité sous toutes ses formes

ANNONCES ET RÉCLAMES

Dans tous les Journaux de Lyon, France et Etranger

Fortes remises sur les tarifs, selon l'importance des commandes

ABONNEMENTS SANS FRAIS A TOUS LES JOURNAUX

AFFICHAGE : LYON ET FRANCE, DISTRIBUTION D'IMPRIMES

## BOURSE DE LYON

du 3 Mars 1892

### FONDS D'ÉTAT

5 % français	96 20	Crédit Lyonnais	782 50
Amortissable	104 80	Mobilier Espagnol	...
4 1/2 1883	104 80	B. Pays Hongrois	...
Italie 5 0/0	83 07	Banq. Esc. Paris	536 25
Espagne 4 0/0 ex.	59 06	Banque Ottomane	...
Hongrie 4 0/0	92 07	Banque P. Autric.	439 37
Autriche 4 0/0 75	19 12	Société Lyonnaise	...
Russe 5 0/0 62	180	Paris-Lyon-Méd.	...
5 0/0 79	65 25	Andalous	260
5 0/0 90	93	Chambr. Autrich.	620
5 0/0 90	94 50	Cacérés-Portug.	265
5 0/0 90	18 12	Lombard-Vénitien	596 97
D. C. Ottom. S. D.	27 75	Méridional	156 25
Dette Egypt. un.	...	Portugais	...
Obligat. priv.	...	Canal de Suez	...
Portugais 3 0/0	27 75	Paris fondat.	...
4 1/2 0/0 1889	...	Canal interoc.	...
Crédit foncier	...	Société f. Lyon	...
Crédit mobilier	...		

### OBLIGATIONS

Ville de Lyon	100 25	Lyon-Fourvière	341
V. de Paris 1860	1865	Ouest-Lyonnais	...
1865	1865	S. fonce. Lyon	386 50
1865	1865	Andalous 3 0/0	285
1865	1865	Autriche-Hongr. 1	415
1865	1865	Berlin-Alg. 3 0/0	...
1865	1865	Cacérés-Portug.	101
1865	1865	Lombard ancien	309 50
1865	1865	— nouv.	306 50
V. de Marseille 177	394 50	Nord-Espagne 5	...
Fonc. 1877 3 0/0	485 50	Portugais 3 0/0	110
Fonc. 1879 3 0/0	485 50	Gas de Lyon	1075
Fonc. 1880 3 0/0	485 50	Forges de l'Horme	...
Fonc. 1882 3 0/0	419	Crenot.	1705
Fonc. 1885 3 0/0	419	Mines de la Loire	139
Prélév. 4 0/0	419	Montbrambert	945 75
Dombes S. Est.	450	Saint-Etienne	355
— nouv.	419	Saint-Etienne	...
Paris-Lyon-Méd.	419	Saint-Etienne	...
485	450	O. Transvaal	324

En vente chez les principaux libraires et à l'AGENCE FOURNIER, 14, rue Confort, Lyon, l'Annuaire général Commerce de Lyon et du département du Rhône (Indicative FOURNIER), le plus important des annuaires de province, plus de 2,500 pages, plus de 100,000 adresses.  
Prix : 12 francs.

## BOURSE DE PARIS

du 3 Mars 1892

### DÉPÊCHE GOUVERNEMENTALE

COMPAGNI	COURS DE CLOTURE	HAUSSE	BAISSE
3 0/0	96 45	96 40	15
3 0/0 nouveau	95 40	95 40	...
3 0/0 amort. ex.	97 30	97 40	10
4 1/2 1883	105 10	105 05	05

### TELEGRAPHIE PRIVÉE

CLOTURE D'HIER	VALEURS	PREMIER COURS d'hier	DERNIER COURS d'hier
96 32	3 0/0 Français	96 40	96 47
95 37	3 0/0 nouveau	95 42	95 50
105 10	4 1/2 Fr. (1883)	105 17	105 17
88 22	5 0/0 Italien	87 90	88 15
59 70	4 0/0 Espagn. ext.	58 80	59 05
91 85	Hongrois 4 0/0	91 85	...
27 75	Portugais	27 75	27 80
75 20	Russe 1891	75 20	75 40
423	Reute Reg. unif.	423	421
430	Banque de France	430	4310
1206	Crédit Foncier	1206	1205
183	Banq. d'Esc. Paris	185	...
780	Crédit Lyonnais	780	785
586	Banque Ottomane	586	...
469	Banque Autrich.	469	462
90	Mobilier Espagnol	90	...
423	Panama	423	...
1452	Paris-Lyon-Méd.	1452	1451
618	Autrichiens	618	618
307	Lombards	307	...
170	Saragosse	170	170
153	Nord Espagne	153	...
590	Méridional	590	592
2700	Suez	2705	2706
95 9/16	Consolid.	95 9/16	95 5/8

### COURS DES VALEURS EN BANQUE

ACTIONS	OBLIGATIONS
Trifail	N.-E. Hongrois 517 50
Alpines	Munsterberg
Thariss	Pottendorf
Lantiera	Lots Turcs
Hute-Bankow	Charkow
Champ-Or	Salo

## APRÈS BOURSE

du 3 Mars

3 0/0 français	96 47	Douanes	435
4 1/2	105 10	Rio Tinto	140 37
5 0/0	88 15	Alpines	143 75
Extérieure	59 15	De Beers	382 50
Hongrois	92 68	Tahana	356 25
Russe 1891	75 56	Panama	...
consolid.	99 25	Cheques Lond	22 1 2
Orient	65 50	a vue	...
Portugais	27 75	s/ber	...
Turc	19 17	Petersb.	...
Egypte unif.	481 87	Vienne	...
privileg.	450 62	Amst.	...
Banque Ottom.	537 50	3 0/0 franc. n.	95 50

## COURS COMMERCIAUX DU MARCHÉ DE PARIS

Paris, 3 Mars (2 h. son)

HUILES DE COLZA		SUCRES ROUX	
Courant.....	55 75	Dispon. de . . .	38 50
Avril.....	56 50	Tendance calme.	.....
4 de mai.....	56 50		
4 derniers.....	59 50		
Tendance hausse.			
HUILES DE LIN		SUCRES RAFFINÉS	
Courant.....	47 25	Dispon. de 105 50	12 25
Avril.....	47 25	FARINES 12 mar.	.....
4 de mai.....	48 75	Courant.....	.....
4 derniers.....	49 25	Avril.....	.....
Tendance		4 de mai.....	.....
		4 derniers.....	.....
		Tendance hausse.	.....
SPIRITUEUX 90° l'h.		BLÉS (100 ki)	
Courant.....	46 75	Courant.....	.....
Avril.....	46 25	Avril.....	.....
4 de mai.....	45 ..	4 de mai.....	.....
4 derniers.....	41 25	4 derniers.....	.....
Tendance calme.		Tendance hausse.	.....
SUCRES Blancs n° 3		AVOINES (100	
Courant.....	39 10	Courant.....	.....
Mars.....	39 25	Avril.....	.....
4 de mai.....	40 ..	4 de mai.....	.....
4 d'octobre.....	40 60	4 derniers.....	.....
Tendance faible,		Tendance ferme.	.....
		Marque Corbeil.	